POUVOIR OUVRIER

S O M M A I R E

LA LOI ANTIGREVE.
Patrons et cadres.
LE CONFLIT MOSCOU-PEKIN.
Cinéma : "Il Posto".
AUX ANTILLES.
LE SPORT.

N° 53 JUILLET-AOUT 63

0,30 F

LA LOI ANTIGRÈVE

Le Gouvernement attaque les salariés : la loi antigrève va être votée. Prétexte auprès de l'"homme de la rue" : sauvegarder les intérêts des usagers des services publics. Le Gouvernement essaie de profiter du mécontentement qu'avait provoqué la dernière grève-surprise du métro, ainsi que de la période des vacances, pour faire passer son projet sans trop de risques.

Depuis des années on envisage de réglementer le droit de grève. Différents gouvernements, de droite ou de gauche, dont celui de Mendès-France, ont établi des projets. Certaines restrictions, portant sur le préavis obligatoire ou sur la perte d'une journée complète de salaire pour tout arrêt de travail inférieur à une journée, existent déjà pour quelques catégories de fonctionnaires.

Pourquoi veut-on aujourd'hui les étendre à tout le secteur public ? Nous écrivions en décembre dernier : "La bourgeoisie a la ferme intention de briser dans l'oeuf tout mouvement dangereux qui troublerait la bienheureuse "expansion" génératrice de profits. Il ne lui suffit donc pas que les syndicats soient devenus inoffensifs sur le plan politique, qu'ils acceptent le régime social actuel. Cela est acquis depuis longtemps. Maintenant, il lui faut qu'ils se tiennent tranquilles même sur le plan des revendications concernant le salaire et le travail" (P.O.n°46).

Depuis décembre il y a eu la grève des mineurs, qui a prouvé deux choses : 1) s'ils sont décidés et unis, les travailleurs peuvent faire reculer l'Etat; les mineurs n'ont tenu aucun compte de la réquisition, le Gouvernement s'est ridiculisé car il a été forcé d'"oublier" ses propres ordres ; 2) les syndicats ne peuvent pas se tenir tranquilles en permanence, ils sont obligés de bouger si les travailleurs bougent, même si, finalement, ils réussissent à freiner et à limiter les mouvements.

La leçon n'a pas été perdue pour de Gaulle. La réquisition est une arme trop spectaculaire, si elle échoue,le Gouvernement perd la face ; elle est trop impopulaire aussi. La nouvelle loi présentée au Parlement poursuit un double objectif : a) rendre plus difficiles, par le délai imposé et les sanctions prévues, les luttes des travailleurs du secteur public, dont certaines catégories sont moins nombreuses et combatives que les mineurs ; b) placer les dirigeants syndicaux devant l'obligation de déclencher des grèves plus longues et, spéculant sur leur hésitation devant les risques, les contraindre à s'engager encore plus loin dans la voie de la collaboration avec le patronat et l'Etat-patron.

La politique des secteurs les plus modernes de la bourgeoisie française vise actuellement à obtenir l'"intégration" des syndicats, c'est-à-dire à les réduire pratiquement au simple rôle de rouages de transmission entre la classe dirigeante

et les salariés. La contrepartie serait la promesse de les associer à l'élaboration d'une politique "commune" concernant l'économie, la planification, les entreprises, les salaires, etc. Cela équivaudrait, en clair, à se mettre d'accord sur un certain taux d'exploitation des travailleurs et à faire contre-signer officiellement par les syndicats ce taux et le niveau de vie qui en découlerait pour les salariés.

Cependant, les dirigeants syndicaux ne sont pas libres d'accepter ou de refuser. D'abord, ce qu'on leur propose est encore bien fumeux, il ne s'agit que de promesses, et le chantage que représente la loi antigrève ne peut que les rendre plus réservés. Ensuite et surtout, ils savent qu'en jouant à fond le rôle qu'on leur demande de tenir, ils perdraient complètement l'appui des salariés et deviendraient rapidement des espèces de "fonctionnaires sociaux" du patronat et de l'Etat. D'où leur opposition, du moins verbale, à la politique d'"intégration".

Mais la bourgeoisie n'a pas à compter seulement avec les dirigeants syndicaux: il y a en face treize millions de salariés. Elle essaie aujourd'hui d'en neutraliser une partie avec la loi antigrève, qu'elle espère étendre peu à peu à d'autres secteurs - comme cela a déjà été tenté au moyen des accords d'entreprise comportant des clauses antigrève conclus dans maintes usines. Qu'offre-t-elle en échange ?

Il y a, bien sûr, les beaux discours sur l'expansion, la promotion, la justice sociale, la participation des travailleurs au bien-être croissant, etc.

Mais l'augmentation constante des prix, qui ronge régulièrement la valeur réelle des hausses des salaires, l'aggravation des conditions de travail, l'allongement des temps de transport, les licenciements et les déclassements dans des nombreuses branches, la discipline plus sevère à l'atelier et au bureau, le mépris de l'Etat pour le producteur, officiellement citoyen et pratiquement deuxième classe, la ségrégation de fait dans l'éducation des jeunes, le contrôle étatique de toute l'information, tout indique au travailleur que le temps de lutter n'est pas passé et que la grève est loin d'être ce "moyen périmé" que ministres, patrons et organisateurs voudraient bien lui voir abandonner.

Il a fallu des mois de lutte pour imposer un léger recul à la direction de Neyrpic à Grenoble, des mois de grèves tournantes, un lockout, des manifestations, l'occupation de l'usine par les CRS pour arriver à un compromis à Sud-Aviation de Toulouse. A Sochaux, Peugeot - dont on citait l'esprit "moderne" - a foutu cinq délégués à la porte et refuse de revenir sur sa décision.

La loi antigrève illustre parfaitement l'intention profonde du Gouvernement et du patronat : ligoter les travailleurs, par ce moyen et par d'autres plus subtils.

Mais lorsque les salariés du secteur public devront entrer de nouveau en lutte, ils sauront d'avance qu'ils s'engagent à autre chose qu'à des débrayages limités et souvent symboliques, ce qui ne signifie d'ailleurs pas qu'ils tiendront toujours compte des dispositions de la nouvelle loi; les conflits dans ce secteur risquent ainsi d'être à la fois plus longs et plus violents. C'est sans doute là que le Gouvernement a commis une erreur.

Lecteur : Si tu es d'accord avec ce journal, tu peux nous aider de plusieurs manières.
Abonne-toi si tu ne l'as pas encore fait. Fais circuler P.O.
Donne-nous des adresses d'amis, de camarades de travail qu'il pourrait intéresser, nous leur enverrons quelques numéros spécimen.
Ecris-nous pour nous dire ce que tu en penses, ce qui se passe dans ton milieu de travail et de vie.

PATRONS ET CADRES

On parle beaucoup, depuis quelque temps, de la nécessité de "démocratiser les entreprises". De quoi s'agit-il ?

Au cours d'un dîner-débat organisé par l'Association d'études pour l'expansion de la recherche scientifique, soixante industriels et sociologues ont abordé le problème.

"Il y a chez beaucoup de patrons, a affirmé M. Palmade, Président de l'Association pour la Recherche et l'Intervention Psychologique, un conflit dramatique entre une volonté de démocratiser le commandement et une extrême anxiété sur ce qu'il peut en résulter. Cette attitude se traduit par une valorisation de la notion d'efficacité. Au nom de celle-ci sont justifiées les pratiques autoritaires." (Le Monde, 22.6.63).

Les patrons ont tout le pouvoir dans les usines. Pourquoi ? Parce qu'ils possèdent les moyens de production. Parce qu'ils en disposent. Parce qu'ils gèrent la production. Et gérer la production signifie plus que faire des calculs sur les fabrications ou sur la situation du marché. Gérer la production signifie s'approprier le fruit du travail des ouvriers, signifie contraindre les producteurs, en échange d'un salaire, à produire toujours davantage.

Qu'est-ce qu'on veut dire alors en affirmant que les patrons voudraient "démocratiser le commandement" ?

Que les travailleurs vont décider de l'orientation et du volume de la production ? de l'embauche et du licenciement ? des normes et du salaire ? Bien sûr que non ! On ne fait pas le socialisme par décrets de la direction !

Mais alors, avec qui les patrons seraient-ils disposés à partager le commandement, sinon la propriété, tout en craignant les résultats d'un tel partage ?

Il n'y a qu'une réponse : avec ceux qui le réclament, c'est-à-dire les cadres.

"Ils demandent à participer à la gestion, a indiqué M. Ventre, Président du Syndicat des Industries des Métaux de la Région Parisienne, sans se douter des implications financières des décisions et de la rapidité avec laquelle celles-ci doivent être prises. Ils prennent parfois le patron pour le Père Noël qui doit seulement accorder les moyens nécessaires à leurs tâches".

Aujourd'hui, la bureaucratie de l'usine doit planifier la production, contrôler le travail. Un patron ne peut plus diriger seul son entreprise. La bureaucratie de la production - les cadres - a un rôle essentiel, indispensable. Les grandes entreprises, les "services publics" ne peuvent plus s'en passer.

Lorsque les cadres demandent à participer à la gestion, ils demandent seulement qu'on leur reconnaisse le rôle qu'ils jouent déjà effectivement.

En énonçant gravement, entre la poire et le fromage, que "les chefs d'entreprise sont mal placés pour apprécier, par exemple, l'état d'esprit des différentes

catégories de leur personnel", que voulait dire au juste M. Huvelin, président-directeur de Kléber-Colombes ?

Qu'il est temps pour le patronat de ce rendre compte des changements qui sont intervenus dans "les structures hiérarchiques", qu'il est temps de réviser sa conception de l'"autorité".

Et pour aider les patrons à comprendre, il faut faire appel aux sociologues : "Ils (les chefs d'entreprise) doivent accepter que se fassent chez eux des enquêtes scientifiques et objectives".

Ces enquêtes doivent servir à "analyser les structures de l'entreprise...à étudier le mythe du patron, de son comportement, de ses manies..." dit M. de Vendreuve (Kodak-Pathé).

Quant à M. Crozier, chargé de recherches au C.N.R.S., il constate que "des enquêtes ont montré une aspiration diffuse des cadres à plus d'autonomie".

"Patrons et sociologues réclament des enquêtes objectives sur la nature de l'autorité dans l'entreprise", titre Le Monde en donnant ces informations.

Le problème de l'association des cadres à la gestion est posé. C'est là le sens profond de la "démocratisation des entreprises" dont on parle tant.

Les ouvriers, eux, n'ont pas besoin d'"enquêtes objectives" pour savoir qu'il n'y a pas d'exploitation sans les cadres.

-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-

CORRESPONDANCE - CORRESPONDANCE - CORRESPONDANCE - CORRESPONDANCE - CORRESPONDANCE -

D'un lecteur de Paris : "Si les travailleurs sont sensibles à la 4ème. semaine de congés, au problème des salaires, le moins qu'on puisse dire c'est qu'ils ne se passionnent guère pour le droit syndical. Cela se comprend, puisque les travailleurs y voient surtout une demande de "privilège pour le délégué ou le secrétaire syndical.

Jetez un coup d'ceil sur l'organisation de l'entreprise : elle se trouve soumise aux groupes industriels et financiers dont elle dépend, qui font ce qu'ils veulent d'elle puisqu'ils élisent leurs représentants dans les conseils d'administration et qu'ils choisissent ainsi leur Président (Directeur-Général). De là découle toute l'organisation intétieure de l'entreprise.

Le syndicalisme n'a évidemment pas sa place dans une telle organisation qui muselle et écrase les travailleurs. C'est pourquoi il faut prendre conscience que pour combattre le pouvoir du patronat il est nécessaire de faire aboutir notre revendication sur le droit syndical : ce droit pour chaque travailleur de s'organiser et de défendre ses intérêts sur le lieu même où il travaille, ce droit d'avoir un syndicat pouvant exprimer sa volonté sur les salaires, les cadences de travail, les conditions matérielles et morales qui lui sont faites.

Agir dans chaque entreprise et arracher des victoires sur cet objectif, cela doit être l'effort de tous les travailleurs, surtout au moment où le groupe patronal a fait savoir qu'il n'était pas question d'aborder cette question vitale en commission paritaire." J.J.

-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-

BONNES NOUVELLES : "Les souverains grecs ont été accueillis à Londres par des huées et des manifestations pour la libération des emprisonnés politiques". (10.7.63)

"30 tonnes de pommes de terre, carottes et haricots verts déversées dans la Perception de Cavaillon (Vaucluse) par les paysans..." (13.7.63).

LE CONFLIT MOSCOU-PÉKIN

Les divergences qui opposent Mao-Tsé-Toung et Krouchtchev ont maintenant atteint les proportions d'un conflit ouvert qui met en question aussi bien l'unité du "monde socialiste" que celle des partis communistes de tous les pays. Ni la formation d'un "bloc chinois" qui grouperait, sous la direction de Pékin, les Démocraties Populaires d'Asie et l'Albanie, ni la scission internationale des mouvements communistes ne sont encore des faits accomplis. Mais de tels bouleversements ne peuvent plus être considérés comme impossibles.

Deux positions divergentes face à l'impérialisme

Selon la thèse chinoise, les krouchtchéviens, en cherchant à conclure des compromis avec l'impérialisme sous prétexte d'éviter une guerre atomique, paralysent le mouvement révolutionnaire mondial au moment même où "le vent d'Est l'emporte sur le vent d'Ouest", c'est-à-dire où le rapport mondial des forces évolue rapidement au détriment des puissances impérialistes. Les révisionnistes des partis communistes occidentaux désarment le prolétariat en retombant dans les vieilles erreurs social-démocrates sur les possibilités d'un acheminement pacifique vers le socialisme, et les dirigeants soviétiques, ayant sombré dans le "chauvinisme de grande puissance", pratiquent une stratégie à courte vue de la défense de l'Etat Soviétique, qui sacrifie les intérêts des ouvriers et des peuples opprimés du monde entier.

Pour les chinois, le révisionnisme krouchtchévien constitue désormais un des obstacles majeurs que le mouvement révolutionnaire mondial doit d'abord détruire afin de pouvoir porter à l'impérialisme des coups ininterrompus. "L'impérialisme est un Tigre de papier" assurent les dirigeants du P.C.Chinois. La politique révolutionnaire doit se placer à la mesure de la faiblesse de l'adversaire et s'inspirer d'un état d'esprit offensif.

Pour les krouchtchéviens, au contraire, l'impérialisme n'est pas "un Tigre de papier", mais "un Tigre aux dents atomiques", et les intérêts du prolétariat, du socialisme et des peuples du monde entier exigent d'abord que tout soit fait pour éviter qu'une guerre thermo-nucléaire anéantisse la civilisation sinon même l'espèce humaine. Les armements atomiques bouleversent toutes les données de la lutte pour le socialisme. Celle-ci ne peut désormais s'opérer que dans le cadre de la coexistence pacifique des deux systèmes. C'est en démontrant sa capacité supérieure à élever le niveau de vie des masses que l'U.R.S.S. restera l'Etat exemplaire inspirant aux travailleurs du monde la volonté d'imposer des transformations analogues dans les pays où ils vivent. Ces transformations, d'ailleurs, peuvent désormais être réalisées par la voie démocratique et pacifique si les partis communistes savent utiliser, en liaison avec toutes les forces de progrès, les organes des régimes parlementaires pour imposer des réformes de structures qui changeront graduellement la nature capitaliste de la société et de l'économie et aboutiront à une transition indolore vers le socialisme. Quant aux pays sous-développés, ils seront à leur tour libérés de la domination impérialiste à mesure que l'économie soviétique atteindra à un plus haut degré de développement. En leur fournissant des capitaux, des équipements et des débouchés, l'U.R.S.S. les libérera peu à peu de l'exploitation du capital étranger, et l'aide soviétique deviendra un instrument de propagande socialiste d'une

puissance irrésistible dans le Tiers Monde. A long terme, le capitalisme, surclassé dans tous les domaines par le système soviétique, sera incapable d'empêcher le passage de tous les pays dans le "camp socialiste".

Les krouchtchéviens proposent la paix et le socialisme sans douleur. Les maoïstes dénoncent de telles illusions et réaffirment avec rudesse que la paix ne peut être sauvée que si les forces révolutionnaires combattent sans répit pour briser les entreprises d'agression de l'impérialisme et que le socialisme ne peut être conquis que par les guerres civiles et les guerres de libération nationale. Le maoïsme prend ainsi les apparences d'une critique de gauche du krouchtchévisme et d'une réaffirmation de certains thèmes centraux du léninisme.

Mais en réalité l'idéologie maoïste est aussi dépourvue que l'idéologie krouchtchévienne de toute espèce de contenu socialiste et prolétarien. Les querelles théoriques entre russes et chinois n'expriment que les oppositions d'intérêts qui se sont fait jour entre la bureaucratie qui domine et exploite les travailleurs soviétiques et la bureaucratie qui domine et exploite les travailleurs chinois. Bien que chacune possède des traits particuliers, la bureaucratie russe et la bureaucratie chinoise sont d'une nature foncièrement identique. Les conflits politiques qui les dressent maintenant l'une contre l'autre ont uniquement pour origine la dissemblance de problèmes que pose à leur domination de classe respective l'extrême inégalité de développement des sociétés soviétique et chinoise.

Problèmes de la bureaucratie soviétique

Ayant dépassé la phase de mise en route de l'industrialisation, l'U.R.S.S. ne peut plus être dirigée selon les méthodes de l'époque stalinienne. Dès les années 50, la chute des rendements du travail, les grèves perlées, la sous-production chronique de l'agriculture ont averti les dirigeants russes que le stalinisme était devenu un dangereux anachronisme et que la terreur policière, les contraintes dans toute la vie sociale et les restrictions permanentes pouvaient conduire à une grave crise du régime. Le krouchtchévisme a été avant tout une entreprise de réadaptation du système de domination bureaucratique à une société que le stalinisme avait à la fois exténuée et bouleversée en transformant tout un peuple de paysans en ouvriers industriels et en agriculteurs modernes. Pour l'essentiel, Krouchtchev s'est employé à désamorcer les luttes de classes menaçantes en substituant l'amélioration du niveau de vie à la contrainte et à la répression.

Mais du même coup toute la politique de l'époque stalinienne et les théories qui en fournissaient la justification ont dû être revisées. Une proportion croissante des investissements a dû être affectée à la production de biens de consommation, et les dirigeants russes ont été par là même obligés de rechercher avec l'impérialisme un accord sur le désarmement qui leur permettrait, s'il était conclu, de se libérer de dépenses militaires écrasantes.

Détente intérieure et détente internationale se conditionnent et toutes les théories que les krouchtchéviens ont fabriqué sur la guerre, la paix, la coexistence et la transition pacifique vers le socialisme, n'ont d'autre fonction que de fournir un habillage "marxiste-léniniste" au tournant que les antagonismes de classes au sein de la société soviétique leur ont imposé lorsque celle-ci est devenue une société industrielle de type avancé.

C'est précisément cette orientation de l'U.R.S.S. vers une civilisation des réfrigérateurs et de la télévision qui a suscité l'opposition des dirigeants chinois.

Problèmes de la bureaucratie chinoise

Placée à la tête du plus grand pays sous-développé de la terre, la bureaucratie maoïste éprouve depuis quelques dix ans, les plus extrêmes difficultés à réaliser l'accumulation de capitaux nécessaire à l'industrialisation de la Chine et à sa propre consolidation comme classe dirigeante. Les efforts très durs imposés aux ouvriers et aux paysans pendant le premier Plan quinquennal n'ont pas permis de réaliser une croissance de la production suffisante pour

relever sensiblement le niveau de vie d'une population qui s'accroît de 15 millions d'unités par an. Dès 1957, la lassitude et le mécontentement ont provoqué dans les villages et les centres industriels des mouvements de grève et de révolte. La bureaucratie a brisé les oppositions et a entrepris de forcer la croissance économique en déclenchant en 1958 "le grand bond en avant". Mais dès les derniers mois de 1959, on a su que les objectifs démésurés assignés aux communes rurales et aux usines n'avaient pas été atteints, que le surmenage imposé aux armées du travail avait entraîné une retombée brutale de tous les indices de production. On peut discuter de l'ampleur du recul qu'a subi ces dernières années l'économie chinoise. Il reste que la politique du "bond en avant" se solde par un échec, que la population est soumise à des restrictions draconiennes et que le crédit que presque toutes les classes sociales faisaient il y a dix ans aux hommes du P.C. Chinois est rudement atteint. La vérité est que Mao et ses compagnons sont maintenant dominés par la peur de ne pas parvenir à arracher la Chine à sa misère et de ne pas pouvoir consolider leur régime s'ils ne reçoivent pas une aide extérieure à la mesure des immenses besoins du pays.

C'est la nécessité d'obtenir cette aide qui les a conduits à attaquer la politique de Krouchtchev. En combattant le révisionnisme krouchtchévien, les chinois combattent en réalité pour imposer à Moscou une politique économique organisée en fonction des besoins de l'ensemble des Etats du "bloc socialiste", et par conséquent de la Chine. Ce qui leur est intolérable, ce ne sont pas les violations de l'orthodoxie, avec laquelle ils en ont pris depuis longtemps à leur aise. Ce qui leur est insupportable c'est de voir l'U.R.S.S. augmenter la production de biens de consommation qui ne sont que "futiles commodités de la vie bourgeoise", alors que la Chine manque des équipements les plus indispensables. Ce qu'ils ne veulent plus tolérer c'est de voir l'U.R.S.S. leur refuser des armes atomiques et les contraindre à faire eux-mêmes des recherches et des investissements ruineux pour fabriquer leur propre bombe atomique. Ce qui les exaspère c'est de voir les roubles de l'aide soviétique s'en aller vers l'Inde et autres nations du Tiers Monde, alors que la Chine éprouve la plus cruelle pénurie de capitaux.

Lorsque les maoïstes accusent l'U.R.S.S. de tomber dans le chauvinisme de grande puissance, ils crient leur colère de voir la bureaucratie russe se consacrer essentiellement à consolider sa propre domination en laissant la bureaucratie chinoise se débattre seule avec ses difficultés et les menaces que la lassitude du peuple fait lever contre elle.

L'objectif chinois : empêcher le rapprochement entre l'U.R.S.S. et les U.S.A.

La bureaucratie chinoise ne s'est pas convertie tout à coup et inexplicablement au socialisme et à l'internationalisme. En attaquant le révisionnisme de Krouchtchev, Mao-Tsé-Toung ne prépare pas la formation d'une nouvelle Internationale révolutionnaire. Il a seulement pour but de disqualifier Krouchtchev devant l'opinion communiste mondiale, d'affaiblir sa position, de l'obliger à opérer un tournant vers une nouvelle politique qui prendrait en considération les intérêts et les besoins de la bureaucratie chinoise, et si possible d'organiser sa chute.

En regroupant autour d'elle un certain nombre de partis communistes, de fractions et de formations anti-impérialistes, la bureaucratie chinoise dispose sur l'échiquier mondial des pions qu'elle utilisera pour ses fins particulières, comme Staline utilisait autrefois les Sections du Komintern dans l'intérêt de la bureaucratie soviétique. Les maoïstes ne font une critique de gauche du krouchtchévisme que par opportunisme tactique. Le soutien qu'ils apporteront éventuellement aux formations anti-impérialistes, ou même aux luttes révolutionnaires qui peuvent se développer dans le Tiers Monde, sera entièrement subordonné à leur objectif central : empêcher qu'un rapprochement entre l'U.R.S.S. et les U.S.A. aggrave l'isolement de la Chine et que celle-ci demeure seule aux prises avec le problème presque insoluble d'une industrialisation sans aide étrangère.

-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-

Cinéma:

"IL POSTO"

On quitte le cinéma profondément touché. Le regard traqué du jeune Domenico, assis derrière son bureau, enfin en possession du "poste" tellement convoité, nous poursuivra longtemps.

Pourtant, ce n'est pas un spectacle de misère que nous venons de voir, notre héros n'a ni faim ni froid, il n'est pas battu, il n'est pas mal traité; il n'y a pas une seule scène de violence, au contraire les détails pittoresques, amusants même, fourmillent ; on sourit souvent, et cependant on est mortellement triste.

Pendant une heure et quart nous suivons Domenico. Docilement, mais sans enthousiasme, il essaie de décrocher la place "qui lui permettra d'être tranquille pour toute sa vie". C'est son père qui le lui a dit. Il ne discute pas, il est convaincu. Il regrette bien quelque chose, mais rien de bien précis. La vie d'écolier que continue à mener son jeune frère ne l'emballe pas non plus.

Il va donc passer l'examen, il se soumet de bonne grâce aux épreuves, tests, questionnaires qui doivent mesurer ses connaissances, sa résistance, son caractère, son comportement social. Il est soulagé d'être reçu, éprouve de la compassion pour ceux qui sont refusés, se résigne à faire l'aide-huissier en attendant que la fameuse place soit libre.

Nous nous trouvons alors mêlés à la vie de la grande banque. Trajet du matin dans un train de banlieue bondé de travailleurs au visage bouffi de sommeil, puissance et insolence du Directeur, insignifiance, humilité des employés, ennui dans l'attente de l'heure de la sortie, bousculade au réfectoire, dans la rue. On mange a côté de qui a les mêmes heures de service, on sort avec qui sort à la même heure, tant pis pour celui qui éprouve de la sympathie pour quelqu'un dont les heures ne correspondent pas aux siennes. On ne rencontre pas celui ou celle qu'on a envie de voir, on rencontre celui ou celle que le service vous oblige à rencontrer.

Domenico, qui a tant accepté, essaie de remonter le courant pour voir une fille qui lui plaît. Elle a été engagée à la banque en même temps que lui; ils ont sympathisé tout de suite, mais leurs chemins se séparent irrésistiblement : elle n'est jamais libre en même temps que lui, elle habite une banlieue opposée.

Enfin le "poste" est libre. On installe Domenico a une table de travail, devant, face au chef de service. Vision de cauchemar: c'est comme une classe où les élèves, subitement vieillis, feraient sans fin les mêmes devoirs. Les anciens s'indignent : le nouveau, va-t-il avoir la meilleure place ? celle où l'on peut écrire sans lampe ? Comme un enfant rageur avec ses camarades, pleurnicheur devant le maître, un employé vient se plaindre... Domenico est envoyé derrière, là où l'on travaille à la lumière électrique, et toute la rangée avance d'un cran vers la lumière.

Dans les yeux du jeune garçon assis devant sa table s'éteint la dernière illusion... son avenir est devant lui sur le crâne dénudé et le dos vouté de ses collègues.

DEMANDEZ-NOUS LA BROCHURE
D'INFORMATION SUR :

LA LUTTE ANTI-NUCLEAIRE

Envoi contre 2 timbres à 0,25 F.

AUX ANTILLES

Douze martiniquais membres de l'Organisation de la Jeunesse Anti-colonialiste Martiniquaise (O.J.A.M.) ont été transférés en mai dernier de Fort de France à la prison de la Santé ; ils sont inculpés de "complot contre la sécurité de l'Etat" à la suite d'un tract affiché à Fort de France portant la revendication : "La Martinique aux Martiniquais". Ils attendent aujourd'hui à la prison de Fresnes d'être traduits devant la Cour de Sûreté de l'Etat. Le journal Le Monde du 30 juin écrit: "Une vingtaine de perquisitions ont été opérées mercredi aux domiciles parisiens d'étudiants martiniquais. L'Association Générale des étudiants de la Martinique précise que ces perquisitions, faites parfois en l'absence des intéressés, furent suivies d'interrogatoires dont la durée excéda souvent 6 heures".

Ces actes de répression s'ajoutent à ceux déjà nombreux perpétrés aux Antilles par le Gouvernement. Les forces de répression ont plus que décuplé depuis 1946 à la Martinique. Depuis les manifestations de décembre 1959 à Fort de France, qui firent deux morts et de nombreux blessés, les Antilles connaissent un régime d'exception avec pleins pouvoirs aux préfets, qui révoquent les fonctionnaires dont le comportement "est de nature à troubler l'ordre public", saisissent les journaux, interdisent les réunions, répondent aux grèves par la force armée.

L'assimilation tentée par le Gouvernement français depuis 1946 n'a fait qu'accentuer le caractère colonialiste de la politique de la France. Les départements d'Outre-Mer sont des pays sous-développés encore régis par le Pacte colonial. La crise est économique, sociale, politique.

Les Antilles vivent de la canne à sucre, des bananes, des ananas et du rhum. L'économie est basée sur la production de produits agricoles destinés à être vendus à la Métropole. Les vivres et les objets manufacturés sont achetés à la France. Le prix de revient du sucre antillais étant élevé, il n'est pas compétitif sur le marché international. Il l'est d'autant moins que le commerce et le transport se font par des compagnies françaises à des taux usuraires. Dans la structure économique actuelle le seul client possible est la France. Et les ventes de sucre de canne en France sont conditionnées par la récolte française de betteraves à sucre. Si la récolte de betterave à sucre est insuffisante, le Gouvernement fait appel au sucre antillais, si la récolte est excédentaire, les betteraviers font pression pour qu'on diminue les arrivages de sucre de canne. L'économie antillaise est comprise comme complémentaire de l'économie française, sans plus. Et la canne occupe 50 % des terres cultivées de la Martinique et 70 % de celles de la Guadeloupe ! Les seules usines sont celles qui traitent la canne et le rhum. Or, leur nombre diminue. Les petites usines ferment parce qu'elles ne sont plus rentables. A la Martinique, 80 % des distilleries ont disparu entre 1938 et 1958. Celles qui restent se concentrent, se modernisent et emploient moins d'ouvriers.

La terre est aux mains de grands propriétaires, tous d'origine française. Dix familles blanches possèdent 75 % des terres de la Martinique. A la Guadeloupe, les usines qui traitent la canne sont propriétaires de la majeure partie des terres.

Les nombreux petits cultivateurs de la Guadeloupe cultivent la terre d'autrui et sont liés au propriétaire par un contrat très dur qui exige en plus d'une part très importante de la récolte, plusieurs journées de travail gratuit sur les Terres des propriétaires. Les ouvriers agricoles ont un sort pire encore car ils ne trouvent du travail que quatre mois par an. 8 mois sur I2, 80 000 ouvriers sont en chômage sur une population d'environ 600 000 habitants et même pendant la période d'embauche, il y a chômage partiel.

Chômage dans les plantations, chômage dans les distilleries, la population antillaise n'a plus qu'une ressource, s'exiler dans la métropole à la recherche d'un travail sous payé, parce que sans aucune qualification. Dans son quatrième plan, DE GAULLE le reconnaît cyniquement "la mise en oeuvre immédiate d'une politique systématique d'émigration qui ne peut s'opérer principalement que vers la Métropole et qui doit s'exercer au profit (!) d'une part importante de la population des trois départements insulaires, est la condition primordiale de la réalisation des objectifs du plan. " Pour la grande propriété, pour les compagnies métropolitaines qui possèdent les usines et des terres, pour la compagnie générale transatlantique qui a le monopole des transports et qui en profite pour pratiquer des taux jusqu'à 50 % supérieurs au taux mondial, pour le gouvernement français lui même, il s'agit de résorber une partie de ce chômage pour éviter une véritable émeute que les grèves de I960, I96I, I962, laissent prévoir. Mais par sa lutte le peuple antillais a montré qu'il entendait résoudre le problème d'une autre façon. Cuba est tout près un exemple que la paysannerie sans terre des Antilles ne peut ignorer. Et le premier problème c'est la réforme agraire ! C'est pour garantir la propriété et les intérêts des compagnies de transports et de commerce qui tirent de gros bénéfices de la vente des produits coloniaux que le gouvernement français couvre les îles de CRS et de militaires et tente d'écraser par la force la révolte des antillais, révolte dans laquelle se mêle et se confond la lutte de classe de la paysannerie sans terre et sans travail contre les grands propriétaires, et la lutte d'émancipation d'un peuple contre le pays colonisateur. Cette lutte est importante en particulier parmi la jeunesse qui représente plus de 50 % de la population et qui s'accroît rapidement du fait de la forte natalité. Et cette jeunesse dans l'état actuel des Antilles n'a comme perspective que le chomâge ou l'exil. C'est pourquoi elle s'organise pour exiger l'autonomie des Antilles. L'organisation de la jeunesse anticolonialiste martiniquaise (O.J.A.M), groupe des ouvriers agricoles, des chômeurs, des intellectuels, en particulier des instituteurs. Elle n'est pas seule à lutter contre la domination française, Le parti communiste a une réelle audience dans la population antillaise malgré ce qu'on voudrait nous faire croire par le système des élections truquées. La C.G.T. est le principal syndicat et groupe de nombreux travailleurs ; mais au P.C. comme à la C.G.T., on reproche d'être trop étroitement liés à la Centrale et au Parti français, et d'avoir des revendications qui tombent un peu à côté. Il semble d'ailleurs que cet aspect tende à disparaître et plusieurs dirigeants du P.C. martiniquais ont été condamnés à des peines de prison et à la suppression de leurs droits civiques. Mais il faut noter que le P.C. a été le promoteur et le défenseur de l'assimilation et cela pendant de nombreuses années. Ce n'est que depuis ces dernières années, devant l'échec flagrant de la départementalisation que le P.C. s'est ralié à la lutte pour l'autonomie. Quant aux etudiants martiniquais qui viennent étudier en France parce qu'il n'y a pas d'université aux Antilles, ils sont peu nombreux car la scolarisation est assez faible (environ 30 à 40 %), ils ne trouveront pas de travail aux Antilles et devront s'exiler eux aussi surtout depuis les nouvelles lois de I960-6I, qui permettent de révoquer les fonctionnaires. Pour eux aussi la domination française est un handicap. Mais le problème que posent les masses paysannes, celui de la réforme agraire, reste le problème central, et tous, intellectuels et travailleurs en sont conscients, tout comme ils sont conscients que sa solution est inséparable de la lutte contre le colonialisme.

LE SPORT...

Extrait d'une brochure à paraître sur l'Education physique et le sport dans la société actuelle.

Club et compétition.

Dans un club la vie est partagée entre deux pôles d'attraction, l'entraînement d'un côté, de l'autre les rencontres amicales (il y en a de moins en moins) ou le championnat. Les rencontres amicales comme l'entraînement servent à préparer l'équipe ou l'athlète à son objectif fondamental : la compétition officielle. Dans les différentes rencontres il existe une hiérarchie : il y a les "grandes" compétitions pour lesquelles le club ne néglige aucun effort et auxquelles ne sont admis à participer que les meilleurs athlètes du groupe. Le club a un certain standing, il doit défendre celui-ci et surtout l'améliorer. Ce sont ces compétitions qui vont permettre au club de se situer dans la hiérarchie sportive, de se faire un nom ; sans le prestige qu'il peut en tirer, il sera incapable de résoudre les difficultés financières et autres qu'il rencontre. Les compétitions d'un niveau inférieur aux premières, dites encore compétitions de masse, ont pour principal but de sélectionner les individus qui participeront ultérieurement aux rencontres de prestige ; elles servent aussi à encourager les autres à persévérer dans la compétition, à entretenir l'espoir de "percer". Il y a des clubs où un athlète peu doué s'entraînera constamment sans jamais participer à une rencontre ou à un concours. A la longue il abandonnera, ou bien s'il continue à venir régulièrement à l'entraînement, ce sera dans un état d'esprit très différent, sans recherche de la performance, par intérêt pour la "culture" de son corps, par goût.

Ainsi s'introduit la hiérarchisation à l'intérieur du club ; elle est le résultat de la compétition du club avec les autres clubs. Pour défendre son standing, le club doit avoir une équipe première. Pour avoir une équipe première, il lui faut une grande masse de participants de base. L'entraînement est souvent pénible, monotone, il nécessite de longues heures d'effort. Il est donc nécessaire de créer un véritable système d'encadrement, et ce système est tout naturellement fondé sur la hiérarchie. L'athlète gravit les échelons de celle-ci un à un ; à mesure qu'il s'élève, il assimile les modèles de comportement du champion, il s'imprègne de la "culture" du monde sportif.

La promotion du sportif.

Donc une fois inscrit le sportif en herbe commence son entraînement, et pas n'importe lequel, mais un entraînement orienté vers la spécialité à laquelle il se destine. Les débutants sont entraînés collectivement, souvent par le champion local. Ils n'ont pas encore le droit à un entraîneur particulier. Bientôt le débutant s'aperçoit que les conseils sont prodigués aux plus forts, qu'il faut attirer l'attention de l'entraîneur s'il veut bénéficier de ceux-ci, donc être assidu, attentif, bien faire ce qu'on lui demande. S'il n'a de qualités physiques suffisantes, si de surcroît il n'assiste pas régulièrement à l'entraînement, il peut s'attendre à recevoir un jour ou l'autre une remarque, gentille d'abord, puis plus critique, et finalement une engueladé pure et simple. S'il persiste, on ne le mettra pas dehors, mais il sera

délaissé, mis en marge de la communauté, "sur la touche". Les entraîneurs diront entre eux : c'est un farfelu, il ne réussira jamais. Ce n'est pas pour les farfelus que l'institution "sport" fonctionne.

Dans un deuxième temps notre débutant accède à la compétition. Pour lui la première rencontre est un grand jour. Il s'y sent mesuré, soupesé, examiné. C'est son examen de passage à l'échelon supérieur. S'il réussit, les choses deviennent pour lui plus faciles : il est soutenu, conseillé. L'aide qu'il reçoit peut aller très loin. En effet l'entraînement moderne nécessite beaucoup de "loisir". Il peut durer 8 à 10 mois à raison de trois heures par jour. Il faut ajouter le temps pris par les soins, le repos, les déplacements depuis le domicile ou le lieu de travail jusqu'au terrain d'entraînement, les dimanches occupés en déplacements lointains lors des compétitions importantes.

Un tel entraînement serait interdit à la majeure partie des gens qui travaillent si le club n'était pas là pour pallier ces multiples inconvénients matériels, sans parler de la véritable épreuve morale que constitue un entraînement interminable, fatigant, fastidieux. L'aide du club va du simple soutien moral aux dons en argent -ils permettent en particulier au sportif d'apaiser sa femme qui le voit filer tous les dimanches, sans aucun bénéfice pour le budget familial -, en passant par les aménagements d'horaire de travail ou même par l'offre d'un emploi plus compatible avec l'entraînement. Il est évident que ces avantages dépendent du fait que les dirigeants sont bien placés par rapport aux notabilités de la région, aux employeurs.

Le professionalisme n'est pas du tout une "déformation" du sport, il est l'aboutissement logique d'une activité dominée par la performance dans une société où le temps, même celui qui est consacré à l'entraînement, vaut de l'argent. Chaque pays peut bien résoudre à sa manière ce problème en simulant de respecter les règles sacro-saintes de l'amateurisme, cette hypocrisie ne peut plus cacher la réalité. La vérité est que le sportif ne fait plus du sport, c'est le sport qui le domine entièrement.

L'aliénation du corps.

Cela n'est pas vrai seulement dans le rapport du sportif avec l'institution : le club, la compétition, les dirigeants. C'est vrai plus profondément pour son rapport avec son propre corps. L'entraînement qui est d'abord répétition et perfectionnement d'un certain nombre de gestes, sert à développer l'élément moteur, énergétique, du geste ; il le purifie, il vise à sa perfection mécanique. Si l'on compare cette activité avec le jeu, on voit ce que le corps devient dans le sport. Le jeu, c'est pour l'individu la découverte des multiples possibilités physiques qu'il a en lui ; mais ce libre déploiement d'activité, cette récréation des forces qui permet une appréhension autre de la réalité n'est pas du tout la culture systématique, mécanique, mesurée, dosée et presque narcissique du corps qu'il y a dans le sport. Ici, l'homme est aliéné à son corps. Ce n'est pas par hasard que le jeu devient sport dans la société capitaliste. Le sport, c'est le rendement appliqué au corps ; le corps devient une machine perfectionnée en vue d'une fin, la performance, dont la signification est seulement de prouver la qualité exceptionnelle de la machine (tandis que le jeu permet dans un deuxième temps d'utiliser le corps à des fins qui ne sont pas dans le jeu lui même. Le sportif est soumis à son corps de la même manière que le travailleur à la machine. C'est la même science qui est à la base du conditionnement du corps et à la base de la "rationalisation" du travail.